



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 31 – Semaines du 09 au 20 mai 2022

SOMMAIRE

FOCUS : Le gouvernement fédéral a publié son plan décennal d'expansion énergétique 2031.

Environnement & Climat

- ❖ Un nouveau décret instaure un cadre pour la création au Brésil d'un marché réglementé du carbone.
- ❖ Encore peu d'entreprises brésiliennes maîtrisent le bilan carbone.
- ❖ La nécessité de développer un marché du carbone au Brésil mise en exergue lors du *Brazil Summit 2022*.
- ❖ Schneider Electric annonce ses objectifs de développement durable jusqu'en 2025.

Énergie

- ❖ La Cour des Comptes de l'Union (TCU) a approuvé la privatisation d'Eletrobras.

Infrastructures & Transports

- ❖ Le secteur brésilien des infrastructures pourrait bénéficier des obligations vertes pour combler son manque d'investissement.
- ❖ La BNDES et la BNB approuvent un crédit de 1,8 Md BRL pour des infrastructures aéroportuaires dans le Nordeste.
- ❖ L'aéroport de Guarulhos sera doté d'un nouveau système de transport inter-terminaux.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Faute d'adhésion des municipalités, la régionalisation des services d'eau et d'assainissement devrait être revue dans l'État de São Paulo.

Et Aussi

- ❖ La BNDES et la BID lancent une plateforme digitale de centralisation de leurs projets de concession en Amérique latine.

Amazonie & Biomes brésiliens

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



FOCUS

Le gouvernement fédéral a publié son plan décennal d'expansion énergétique 2031

Le 6 avril 2022, le gouvernement brésilien a publié son **nouveau plan décennal d'expansion énergétique (PDE 2031)**. Élaboré par l'Entreprise de Recherches Énergétiques (EPE), ce document **présente les perspectives de développement du secteur de l'énergie au Brésil entre 2021 et 2031**. Sur la base d'une **hypothèse de croissance économique moyenne de 2,9% par an** sur la prochaine décennie, le PDE 2031 prévoit une **croissance moyenne de la consommation d'énergie finale (énergie livrée aux utilisateurs) de 2,5% par an**, passant de 261 Mtep en 2021 à 333 Mtep en 2031 (+28%). Les secteurs les plus énergivores, l'industrie et les transports, devraient continuer à représenter chacun 32% de la consommation du pays. **La demande d'électricité devrait quant à elle augmenter de 3,5% par an sur la même période**, passant de 563 TWh à 792 TWh à la fin de la décennie (+41%).

Pour subvenir à cette hausse de la consommation, le PDE 2031 prévoit une **augmentation de 77% de la production nationale de pétrole (de 2,9 millions de barils par jour à 5,2 millions de barils par jour)**, qui pourrait permettre une multiplication par presque 3 des exportations d'or noir du pays. Par l'exploitation des gisements d'hydrocarbures du pré-sel, l'EPE prévoit aussi une **croissance de la production nationale de gaz naturel de 97% (de 125 millions de m³/jour à 246 millions de m³/jour) d'ici 2031**. Le secteur brésilien de **l'oil & gaz devrait concentrer à lui seul 82% des montants d'investissement totaux pour le secteur de l'énergie dans les 10 prochaines années**. Il bénéficierait ainsi de 2 664 Mds BRL (506 Mds EUR) sur les 3 252 Mds BRL (617 Mds EUR) attendus par le gouvernement. En comparaison, **la filière des biocarburants ne devrait recevoir que**

60 Mds BRL (11 Mds EUR), soit 1,8%, sur la période, notamment pour l'augmentation de la production et des capacités de transport d'éthanol.

Le secteur électrique devra lui aussi se développer, avec **l'installation prévue de 75 GW de nouvelles capacités de production**, parmi lesquels **8 GW de barrages hydroélectriques, 13 GW de centrales thermoélectriques fossiles, 2 GW de thermoélectriques renouvelables (biomasse), 10 GW éoliens, 6 GW de solaire photovoltaïque et 2 GW nucléaires** sur le réseau national centralisé. **24 autres GW** – essentiellement solaires – devraient également être construits **pour de la production décentralisée et de l'autoproduction**, que la loi 14.300 du 6 janvier 2022 vise à encourager. **Les prévisions d'investissement dans le secteur électrique s'élèvent à 528 Mds BRL (100 Mds EUR) sur la période**, dont 427 Mds BRL (81 Mds EUR) pour la construction de nouvelles capacités de production et 101 Mds BRL (19 Mds EUR) pour la construction de plus de 33 600 km de nouvelles lignes de transport et de 117 GVA de sous-stations.

Mené à son terme, ce plan de développement permettrait **d'augmenter la part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique brésilien de 42% à 43%**, mais **réduirait celle dans le mix électrique du pays de 85% à 83%**.

Enfin, si le nouveau PDE 2031 dédie une **rubrique à part entière à l'hydrogène**, elle se limite à un état des lieux du secteur à l'échelle mondiale en soulignant le potentiel existant au Brésil pour développer cette filière. À date, le plan actuel ne prévoit **aucun objectif quantitatif de développement du secteur au Brésil, ni aucun plan d'investissement à cet égard**.



Environnement & Climat

Un nouveau décret instaure un cadre pour la création au Brésil d'un marché réglementé du carbone

7 mois après la COP26 et l'accord conclu sur l'article 6 de l'Accord de Paris pour l'adoption d'un cadre réglementaire pour un marché mondial du carbone, **le gouvernement fédéral brésilien a publié**, le 19 mai dernier, **le décret 11.075, définissant des directives pour l'instauration d'un marché réglementé du carbone au Brésil**. La publication du décret est intervenue dans le cadre d'un congrès intitulé « Marché mondial du Carbone », tenu à Rio de Janeiro du 18 au 20 mai, sous l'impulsion du ministre de l'Environnement. Le congrès a ainsi réuni le président de la République et plusieurs de ses ministres (Economie, Infrastructures, Sciences et Technologies, Mines et énergie), de nombreux représentants des administrations et entreprises brésiliennes, quelques acteurs internationaux. Présenté comme une première étape, le décret crée notamment le **Système National de Réduction des Émissions de Gaz à Effet de Serre (SINARE)**, qui comptabilisera les émissions de gaz à effet de serre, les actions de retrait, capture, réduction ou compensation de ces émissions, ainsi que toutes les transactions de « **crédits carbone** » ou de « **crédits méthane** » certifiés. Le SINARE devra également tenir une base de données des empreintes carbone des différentes activités économiques, ainsi que des stocks de carbone du pays. **Il revient aux ministères de l'Économie et de l'Environnement d'établir les critères de comptabilisation des crédits et leurs standards de certification, ainsi que les mécanismes d'intégration du marché national dans le marché international**. Enfin, le texte exige que les différents ministères définissent des **plans sectoriels de lutte contre le changement climatique, alignés avec l'objectif de neutralité carbone en 2050 de la CDN brésilienne** du 7 avril. Selon le ministre de l'Environnement Joaquim Leite, **ce décret devra être suivi d'un texte de loi** qui

permettra d'asseoir les bases du futur marché du carbone, ce qui pourrait prendre entre un et deux ans. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#) ; Décret [ici](#))

Encore peu d'entreprises brésiliennes maîtrisent le bilan carbone

Une étude de l'**Institut brésilien de gouvernance d'entreprise (IBGC)**, réalisée auprès de 139 groupes brésiliens et publiée le 02 mai, indique que **55% d'entre eux connaissent l'empreinte carbone de leurs opérations, mais ont des difficultés à mesurer les émissions de leurs fournisseurs**. Parmi les entreprises interrogées, **29% ont déclaré avoir connaissance de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), mais uniquement dans les secteurs soumis à réglementation**, certains États imposant des inventaires d'émissions pour des activités spécifiques. Par contre, seulement **6% d'entre eux disent connaître leurs émissions de GES indirectes, notamment de leurs chaînes logistiques amont et aval (scope 3) et uniquement 2,2% affirment avoir des objectifs « clairs, mesurables et ambitieux » pour réduire leur empreinte carbone**. Malgré un véritable essor des discours vantant les principes ESG, près de la moitié (45%) des entreprises indiquent ne pas bien connaître ou maîtriser le concept du bilan carbone. Seules les entreprises dont le **CA se situe entre 300 M et 1 Md BRL (57 M à 188 M EUR) ont déclaré vouloir être proactives à l'avenir**, en ce qui concerne des éventuelles modifications des politiques et/ou des réglementations. (Article [ici](#))

La nécessité de développer un marché du carbone au Brésil mise en exergue lors du *Brazil Summit 2022*

Selon les chefs d'entreprise et les experts présents au **Brazil Summit 2022** – organisé par le Financial Times le 9 mai à Boston en partenariat avec la

chambre de commerce Brésil-États-Unis – le Brésil aurait le potentiel de devenir l'un des **plus grands acteurs du marché mondial du carbone** à condition de **rendre cet environnement viable le plus rapidement possible**. Selon Gustavo Montezano, président de la **BNDES** (Banque Nationale de Développement Economique et Social), un marché du carbone **réglementé et transparent** constituerait un avantage concurrentiel pour les entreprises au Brésil. Selon lui, quelques questions essentielles demeurent à résoudre, notamment celle de **l'harmonisation des systèmes de mesure des impacts des crédits carbone** générés par chaque secteur. Walter Schalka, PDG de Suzano (entreprise brésilienne de cellulose et papier), souligne notamment le **rôle de ce marché dans la lutte contre les activités illégales (dont la déforestation)** en Amazonie. L'ancien ministre des finances, Joaquim Levy, a lui rappelé qu'il n'existe encore aucune technologie au monde qui soit aussi efficace pour la séquestration du carbone que la **reforestation**. (Article [ici](#))

Schneider Electric annonce ses objectifs de développement durable jusqu'en 2025

Schneider Electric, entreprise de **gestion de l'énergie en automatisation et transformation numérique**, a annoncé sa **stratégie globale de gestion des ressources jusqu'à 2025**, comprenant des objectifs tels que l'augmentation de la **teneur en matériaux durables de ses produits à 50%**, **l'amélioration de 15% de l'efficacité énergétique** de ses installations et des sites industriels et le passage à **33% de sa flotte à des véhicules électriques**. Ces 5 dernières années, le taux de **récupération des déchets** dans ses usines en Amérique du Sud est passé de **92% à 96%**. 7 filiales de la région ont obtenu la certification « **Waste to Resource** », que le groupe octroie à ses filiales qui valorisent au moins 99% des déchets générés. Entre 2021 et 2022, Schneider Electric **a réduit de 20% la production de déchets** dans toutes les usines et centres de distribution d'Amérique du Sud. Au Brésil, le centre de distribution de Cajamar (São Paulo) est devenu un **bâtiment « zéro carbone »** en 2020. Dans l'usine de Eusébio (Ceará), le recyclage des déchets issus du processus de soudage permet de produire de **nouveaux intrants** qui génèrent plus de **100 000 BRL (19 000 EUR) d'économies par an**. (Article [ici](#))



La Cour des Comptes de l'Union (TCU) a approuvé la privatisation d'Eletrobras

Fer de lance de la politique de privatisation du gouvernement actuel, **la privatisation d'Eletrobras** – entreprise publique du secteur électrique brésilien – **a franchi une nouvelle étape importante**. Le 18 mai dernier, **la Cour des Comptes de l'Union a approuvé la poursuite du projet**, malgré quelques réserves auxquelles devront se conformer le ministère des Mines et de l'Énergie et la Banque Nationale de Développement Économique et Social.

Pour rappel, **le projet prévoit notamment la réduction de 60% à 45% la participation du gouvernement fédéral au capital de l'entreprise**, ainsi que **la création de la nouvelle entité publique ENBPar, chargée de la gestion des entreprises Itaipu Binacional et Eletronuclear** – aujourd'hui rattachées à Eletrobras, mais qui n'intégreront pas le processus de privatisation. Avant d'arriver à son terme, **le projet doit être soumis à la Commission des Valeurs Mobilières** afin de conclure le schéma de capitalisation de l'entreprise. Le gouvernement n'a

pas encore communiqué de date officielle d'achèvement du processus de privatisation.

(Articles [ici](#) et [ici](#))



Infrastructures & Transports

Le secteur brésilien des infrastructures pourrait bénéficier des obligations vertes pour combler son manque d'investissement

Selon la **Climate Bond Initiative (CBI)**, le Brésil dispose d'un potentiel d'investissement dans les infrastructures durables estimé à **1 300 Mds USD**, sur la base de ses engagements dans le cadre des Accords de Paris. Parallèlement, la Banque Mondiale estime que **les investissements actuels – environ 2% du PIB – dans le secteur des infrastructures au Brésil sont bien en-deçà des 4% du PIB qu'elle recommande**. Ainsi, l'attention portée aux enjeux ESG, couplée au manque d'infrastructures durables, ouvre un espace important pour **l'émission d'obligations vertes au Brésil**, que ce soit par des banques privées, des fonds d'investissement ou des **banques de développement** (historiquement, les plus grands investisseurs dans les infrastructures au pays). Au Brésil, en 2021, selon le certificateur de titres durables NINT (ex-Sitawi), le marché brésilien des titres verts a enregistré l'émission de **107 titres verts** en 2021, pour un montant total de **84 Mds BRL (16 Mds EUR)**, soit pratiquement le **triple** du volume émis en 2020. Les secteurs de **l'énergie, de la cellulose, des transports et de l'assainissement** représentent plus de **70% de ces titres**. (Article [ici](#))

La BNDES et la BNB approuvent un crédit de 1,8 Md BRL pour des infrastructures aéroportuaires dans le Nordeste

La Banque Nationale de Développement Économique et Social (**BNDES**) a approuvé avec le **Banco do Nordeste (BNB)**, un **cofinancement de 1,8 Md BRL (340 M EUR)** pour des investissements destinés au développement des infrastructures dans **6 aéroports du bloc Nord-Est**, exploités, depuis 2020, par le

groupe espagnol **Aena Desarrollo Internacional** : les aéroports de **Recife** (Pernambuco), **Maceió** (Alagoas), **João Pessoa** (Paraíba), **Campina Grande** (Paraíba), **Aracaju** (Sergipe) et **Juazeiro do Norte** (Ceara). Le projet – qui pourrait créer **4000 emplois** pendant les travaux – vise à moderniser et étendre les infrastructures aéroportuaires, avec une **augmentation de capacité estimée à 50 %**, pour un flux de **19 millions de passagers en 2030**. La BNDES contribuera aux investissements à hauteur de **1 Md BRL (190 M EUR)** et la BNB à hauteur de **790 M BRL (148 M EUR)**. Pour la première fois, la BNDES offrira un **cautionnement bancaire** pour une opération d'infrastructure, qui s'élèvera à **395 M BRL (74 M EUR)**. (Article [ici](#))

L'aéroport de Guarulhos sera doté d'un nouveau système de transport inter-terminaux

Le **consortium AEROGU** – dont font partie Aerom, HTB, FBS, TSINFRA, et leurs partenaires Schneider Electric, Minerbo Fuchs, Certifer et Marcopolo Rail – a signé, le 3 mai dernier, le contrat de construction d'une navette inter-terminaux sur rail **pour l'aéroport international de Guarulhos**. Le système d'**Automated People Mover (APM)** reliera les terminaux de l'aéroport à la station de la **Linha 13-Jade du métro**. Ce service est actuellement assuré par des bus affrétés par l'aéroport. La future navette **100% automatisée permettrait** de transporter **4 000 passagers par heure** tout en **réduisant les émissions de CO₂ et de polluants et la congestion dans la région** autour de l'aéroport. Le projet émane d'un amendement au contrat de concession de l'aéroport de Guarulhos, obligeant le concessionnaire

GRU Airport à construire ce nouveau système de transport. **GRU Airport devrait pour cela investir 271,7 M BRL (50 M EUR) dans le projet** grâce à une exemption temporaire de la redevance de concession

que l'entreprise versait au gouvernement fédéral. (Articles [ici](#))



Eau, Assainissement, Déchets

Faute d'adhésion des municipalités, la régionalisation des services d'eau et d'assainissement devrait être revue dans l'État de São Paulo

Conformément à la nouvelle loi sur l'eau et l'assainissement de juillet 2020, **l'État de São Paulo a défini, l'année dernière, un modèle de régionalisation** des services d'eau et d'assainissement sous forme d'une partition en 4 blocs municipaux. **Le schéma proposé par l'État avait été critiqué pour chercher à préserver avant tout les activités de la SABESP** (compagnie d'assainissement de base de l'État de São Paulo), alors que le premier bloc comportait 370 des 375 municipalités dans lesquelles l'entreprise opérait. Les

3 autres blocs comportaient respectivement 35, 98 et 142 municipalités. Si **l'intégralité des 370 municipalités du 1^{er} bloc a décidé d'y adhérer, seules 9 des 375 restantes ont accepté de rejoindre les blocs qui leur étaient assignés, malgré l'impossibilité pour elles alors de bénéficier d'une quelconque aide financière ou technique fédérale.** Face à cette très faible adhésion, les services techniques du gouvernement de **l'État de São Paulo plancheraient sur un nouveau schéma de régionalisation**, qui conserverait le 1^{er} bloc mais redéfinirait les 3 autres en de plus petits blocs plus à même de susciter l'adhésion des municipalités. (Article [ici](#))

&+ Et Aussi

La BNDES et la BID lancent une plateforme digitale de centralisation de leurs projets de concession en Amérique latine

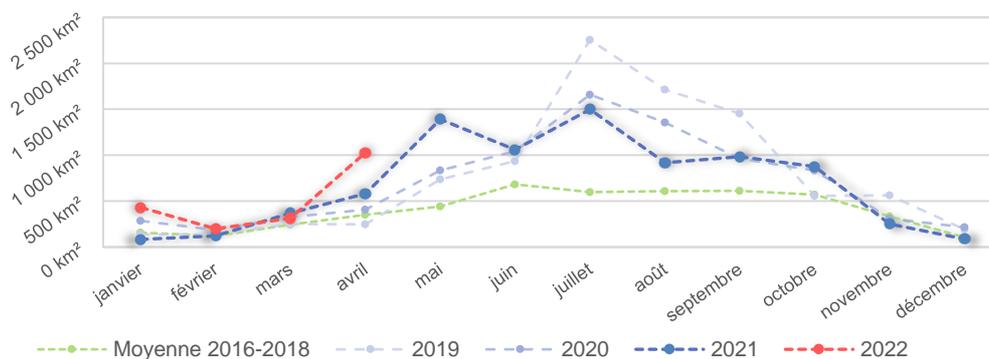
La Banque Nationale de Développement Economique et Social (**BNDES**) – en partenariat avec la Banque Interaméricaine de Développement (**BID**), le Banco Nacional de Obras y Servicios Públicos S.N.C. (**Banobras**) du Mexique et **Alide**, une association de banques de développement d'Amérique Latine – a lancé le 11 mai la plateforme digitale **Latam Projects Hub**. Elle offrira aux investisseurs une vision unifiée des **opportunités d'investissement dans les concessions, les partenariats public-privé et les privatisations en Amérique Latine**, ainsi que des

informations stratégiques sur les projets (autosuffisance financière, critères ESG entre autres, avec le soutien méthodologique de la BID). Il sera possible de filtrer les projets par pays, secteur, type de projet et statut. Le Latam Projects Hub sera accessible via le site web du **Monitor de Investimentos** (Moniteur d'Investissements), plateforme numérique du ministère de l'économie lancée le 9 mai. Pour la BNDES, la plateforme permettra de rendre plus visible **le portefeuille de projets d'infrastructures et de privatisations de la banque**, ainsi que le portefeuille au Mexique, parrainé par Banobras. (Article [ici](#) ; Plateforme [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

Évolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 13 mai

2 220 km²
en 2022
+41%
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,
Chef du Service Economique Régional de Brasília
Rédacteurs : Mathieu RIVALLAIN, Rémi FALLON, Julia GUIMARÃES
François-Xavier FLAMAND
Pour s'abonner : mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr
remi.fallon@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : @marchello74